



C.C.A.P.
Cahier des Clauses Administratives Particulières
N°BIH95-ATMO-01/2025

OBJET DU MARCHÉ :
MARCHE D'ASSISTANCE TECHNIQUE A MAÎTRISE D'OUVRAGE EN PROCESS
BLANCHISSERIE

La procédure est passée en application des dispositions du Code la Commande Publique
(Ci-après « le Code ») :













Appel d'offres ouvert : articles L.2124-2 et R.2124-2-1 du Code ;
&
A bons de commande : articles R.2162-13 à R.2162-14 du Code

POUVOIR ADJUDICATEUR :

G.I.P
Blanchisserie Inter Hospitalière du Val d'Oise
(GIP BIH95)
1 bis ave du Maréchal Juin
95500 GONESSE
01.30.11.24.06
Représenté par : Madame BENAOMAR Myriam – Directrice

Date et heure limite de réception des offres :
LE VENDREDI 12 SEPTEMBRE 2025 A 12 HEURES

SYNTHÈSE DU CONTRAT

| | |
|---|--|
|  | <p>Marché public de services</p> <p><u>Objet</u> : MARCHE D'ASSISTANCE TECHNIQUE A MAÎTRISE D'OUVRAGE EN PROCESS BLANCHISSERIE</p> |
|  | <p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GIP Blanchisserie Inter-Hospitalière du Val d'Oise (GIP BIH95)</p> <p>1 bis avenue du maréchal JUIN</p> <p>95500 GONESSE</p> |
|  | <p>Le marché n'inclut pas de considérations environnementales.</p> |
|  | <p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p> |
|  | <p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Prestations Intellectuelles.</p> |
|  | <p>GIP BIH95</p> <p>1 bis avenue du maréchal JUIN</p> <p>95500 GONESSE</p> |
|  | <p>Le marché n'est pas alloti.</p> |
|  | |
|  | <p>Le marché est à prix forfaitaire.</p> |
|  | <p>Le marché est actualisable.</p> |
|  | <p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p> |
|  | <p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p> |

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| PARTIE 1. PRÉAMBULE | 5 |
| PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 5 |
| ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR..... | 5 |
| ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC | 5 |
| ARTICLE 3. DURÉE | 5 |
| ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS..... | 6 |
| ARTICLE 5. ASSURANCES..... | 6 |
| ARTICLE 6. INTERVENANTS | 6 |
| 6.1. SOUS-TRAITANCE | 6 |
| 6.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES..... | 7 |
| PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT..... | 7 |
| ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC | 7 |
| 7.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX..... | 7 |
| 7.2. CONTENU DU PRIX..... | 8 |
| 7.3. VARIATION DES PRIX | 8 |
| ARTICLE 8. AVANCE | 9 |
| 8.1. ACOMPTES..... | 9 |
| 8.2. SOLDE..... | 11 |
| ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE | 11 |
| ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT | 11 |
| 10.1. DÉLAI DE PAIEMENT..... | 11 |
| 10.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES DU MARCHÉ DE RENOVATION | 12 |
| 10.3. FACTURATION..... | 12 |
| PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION..... | 14 |
| ARTICLE 11. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES | 14 |
| ARTICLE 12. EXÉCUTION DES PRESTATIONS | 14 |
| ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE | 14 |
| ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS | 15 |
| ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE | 15 |
| 15.1. UTILISATION DES RÉSULTATS..... | 15 |
| PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE | 15 |
| ARTICLE 16. ADMISSION..... | 15 |
| ARTICLE 17. DÉLAI DE GARANTIE..... | 15 |
| PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES | 15 |
| ARTICLE 18. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ..... | 15 |
| ARTICLE 19. RÉALISATION DES PRESTATIONS | 16 |
| 19.1. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS..... | 16 |
| 19.2. RÉUNION DE CONDUITE DU PROJET EN PHASE ÉTUDE ET SUIVI DE TRAVAUX | 16 |
| 19.3. DISPONIBILITÉ VIS-A-VIS DES AUTRES PRESTATAIRES INTELLECTUELS (CONTRÔLEUR TECHNIQUE, OPC, COORDONNATEUR SANTÉ-SÉCURITÉ, COORDONNATEUR SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE, BUREAUX D'ÉTUDES ICPE ET TECHNIQUES...)..... | 17 |
| 19.4. DISPONIBILITÉ VIS-A-VIS DES ORGANISMES REPRÉSENTATIFS OU DE CONTRÔLE (INSPECTION DU TRAVAIL, ETC...)..... | 17 |
| 19.5. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS : | 17 |
| ARTICLE 20. CLAUSES DIVERSES | 17 |
| 20.1. PRESTATIONS SIMILAIRES | 17 |
| 20.2. CLAUSE DE REEXAMEN ET MODIFICATIONS DU CONTRAT : | 18 |
| 20.3. CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT | 18 |
| 20.4. SAISIE-ARRÊT..... | 18 |

| | | |
|------------------|--|-----------|
| 20.5. | DEMATERIALISATION DU SUIVI : | 18 |
| ARTICLE 21. | RECEPTION DES RENDUS..... | 18 |
| 21.1. | PRESENTATION DES DOCUMENTS | 18 |
| 21.2. | REPRODUCTION DES DOCUMENTS | 18 |
| 21.3. | INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION..... | 19 |
| PARTIE 7. | DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION | 19 |
| ARTICLE 22. | PÉNALITÉS ET PRIMES | 19 |
| 22.1. | DELAIS D'EXECUTION DES ELEMENTS DE MISSION | 19 |
| ARTICLE 23. | MESURES COERCITIVES | 20 |
| ARTICLE 24. | CAS DE RÉSILIATION..... | 20 |
| ARTICLE 25. | LITIGES ET DIFFÉRENDS..... | 21 |
| PARTIE 8. | DÉROGATIONS AU CCAG | 21 |

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Ce marché a pour objet :

Mission d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage relative à la la rénovation en process « Mixte tout séché » et l'accompagnement à l' internalisation des compétences métier de la blanchisserie du GIP BIH95.

Le contenu détaillé des prestations est défini dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

En synthèse, le projet concerne une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage relative à la rénovation d'une blanchisserie (bâtiment et process). La rénovation de cette blanchisserie pourra se faire en Conception Réalisation ou en lots de process avec critères de performances. Le titulaire aura également la mission de suivre cette exécution et la performance.

Lieu de prestation du service : GIP BIH95, 1 bis avenue du maréchal JUIN, 95500 Gonesse.

TITULAIRE DU MARCHE

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "ATMO" sont précisées à l'acte d'engagement.

ARTICLE 3. DUREE

Durée :

La durée du marché commence à courir à compter de sa notification et prend fin à la date de levée de la dernière réserve émise durant la période de garantie de parfait achèvement, conformément à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire poursuivra son accompagnement sur les aspects d'exploitation, de maintenance et de suivi des performances pendant une période de 24 mois suivant la réception des installations. Cette période post-GPA s'inscrit dans la durée contractuelle.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est égal à la durée du marché.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG prestations intellectuelles, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'Acte d'engagement et son annexe financière : le tableau de répartition des éléments de mission
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG PI) (*)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Les actes d'exécutions

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 6. INTERVENANTS

6.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

6.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

CALCUL DE LA REMUNERATION

Modalités de fixation du forfait de rémunération

Le présent CCAP vient compléter par les dispositions qui suivent les éléments fixés à l'acte d'engagement. Le forfait de rémunération du titulaire comprend toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations du marché, et notamment les frais généraux et fiscaux et les aléas suivants :

- Modification non substantielle du projet intervenue en phase de conception ou de réalisation ;
- Procédure de passation du marché infructueux ou déclarée sans suite et les conséquences qui en découlent ;
- Interruption de la rénovation de la blanchisserie d'une durée inférieure à 8 mois pour des raisons indépendantes du maître d'ouvrage ;
- Dépassement de la durée contractuelle d'exécution du/des marché(s) global limité à 25% de la durée ;

- Évolution de la réglementation ne modifiant pas substantiellement la complexité et/ou l'économie du projet ;
- Prise(s) de possession anticipée(s), réception(s) partielle(s), mise(s) à disposition d'ouvrage ;
- Aléas de chantier de type refus de parties d'ouvrage, démolition de ces parties ;
- Prolongation de la garantie de parfait achèvement ;
- Frais de coordination : en cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dispositions diverses :

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études.

7.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG prestations intellectuelles, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

7.3. Variation des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire. Toutefois, conformément à l'article R.2112-11 du code de la commande publique, ce prix est actualisable dans le cas où un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date de remise de l'offre et la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation s'effectue alors selon les conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à celle du début d'exécution.

Par ailleurs, les prix sont révisibles annuellement, à chaque date anniversaire de la notification du marché. La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o)[0,15 + 0,85 \times \text{ING}(n)/\text{ING}(o)]$$

avec :

- $P(n)$ = prix révisé ;
- $P(o)$ = prix initial, établi au mois zéro (M0) ;
- $\text{ING}(n)$ = valeur de l'index ING « Missions d'ingénierie et d'architecture – base 2010 – identifiant 001711010 » publié au Moniteur ou à l'INSEE, applicable au mois de révision
- $\text{ING}(o)$ = valeur de l'index ING au mois de référence M0.

Le coefficient de révision est calculé avec trois décimales, arrondi au millième supérieur.

Le titulaire devra transmettre à l'acheteur, au moins trois (3) mois avant l'échéance de la période concernée, sa proposition de prix révisé, accompagnée des justificatifs ayant servi à son calcul.

Deux clauses spécifiques sont prévues :

- Clause butoir : le montant révisé ne pourra excéder une variation de +2,5 % par rapport au prix en vigueur à la période précédente ;
- Clause de sauvegarde : l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le contrat sans indemnité si l'évolution des prix conduit à une hausse supérieure à 2,5 % sur l'une des phases du marché.

ARTICLE 8. AVANCE

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, une avance est versée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial (hors taxes) du marché.

Toutefois, si le titulaire justifie de sa qualité de petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, il bénéficie d'un taux minimal d'avance de 10 %, sous réserve de production d'une attestation sur l'honneur.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Ce refus devra être exprimé explicitement dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance intervient par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlements partiels définitifs ou du solde. Le remboursement débute lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant initial du marché.

REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

8.1. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, calculé comme suit :

| Éléments de mission | Émission de l'acompte à | % élément |
|--|---|-----------|
| Phase 0 – Analyse étude de faisabilité, rédaction du programme... | Analyse étude de faisabilité | 60% |
| | Livraison du programme | 40% |
| Phase 1/2 – Elaboration du cadre de consultation et assistance à l'analyse des offres | Rédaction du DCE | 10% |
| | Admission du Dossier de Consultation des Entreprises établi en collaboration avec le maître d'ouvrage | 25% |
| | Remise du rapport de synthèse d'analyse des projets destinés au jury de classement des projets | 25% |
| | Classement RAO | 25% |
| | Signature du marché global | 15% |
| Phase 3/4/5 : Assistance à la phase de conception | Remise du rapport d'analyse économique et technique de l'APD/PRO | 40% |
| | Validation de l'APD/PRO | 40% |
| | Validation des plans d'exécution | 20% |
| Phase 6 : Assistance à la phase de réalisation | Installation des équipements | 20% |
| | Finalisation des réseaux process pour réception | 40% |
| | Fin d'installation du process | 40% |

| | | |
|--|---|---------------------|
| Phase 7: Assistance à la phase de reception | Réception du process | 60% |
| | Fin de la période de garantie de bon fonctionnement | 40% |
| Phase 8 : Assistance à la mise en place et au suivi de l'exploitation maintenance équipements | Suivi de la maintenance pendant 24 mois | 60% |
| | Rapport analyse des écarts | 40% |
| Phase 9 : Assistance relative au programme de suivi des mesures et vérifications | Suivi des performances pendant 24 mois | 60% |
| | Rapport analyse des écarts | 40% |
| Phase 10 : prestations transversales applicables à toutes les missions | Phase 0 à Phase 7 | 80% (10% par phase) |
| | Phase 8 | 20% |

8.1.1. Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 8-1 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

Etat périodique :

L'état périodique, établi par le titulaire, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

Projet de décompte périodique :

Pour l'application de l'article 11 du CCAG/PI, l'ATMO envoie au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

Décompte périodique :

Le décompte périodique est établi par le titulaire après validation du maître d'ouvrage. Il correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est établi à partir du projet de décompte périodique, sur l'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées.

Acomptes périodiques :

Le montant de l'acompte périodique à verser au titulaire est établi par le titulaire après validation du maître d'ouvrage. Il détaille à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- L'incidence de la TVA ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le titulaire des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7 du présent CCAP ;

- L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 4.3 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
- Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2, 3, et 4 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le projet, il joint le décompte modifié.

8.2. Solde

8.2.1. Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues au CCAG/PI, l'ATMO adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire en application du présent marché ;
- La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

8.2.2. Décompte général - Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliqués sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la TVA ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c., d. et e. ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire.

ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT

10.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- La date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Agent comptable du G.I.P. BIH95
Madame Maryline RAKOTOVAO
Tél : 01.39.93.98.97

10.2. Modalités de règlement des comptes du marché de rénovation

10.2.1. Vérification des états d'acomptes mensuels du marché de rénovation

Au cours de l'exécution du marché de rénovation, le titulaire doit procéder à la vérification des états d'acomptes mensuels établis par le titulaire du marché qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou par tout moyen assurant une traçabilité ou un horodatage.

Il dresse sur cette base la proposition de paiement qu'il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement. Le délai d'intervention du titulaire pour vérifier l'état d'acompte mensuel et transmettre la proposition de paiement correspondante est fixé à l'acte d'engagement.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé dans l'article 22 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu de faire figurer sur l'état d'acompte reçu la date de réception ou de remise de la demande de paiement par le titulaire du marché de rénovation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure restée infructueuse, les prestations aux frais du titulaire défaillant.

10.2.2. Vérification du décompte général du marché de rénovation

A l'issue des travaux, le titulaire vérifie le décompte général du marché établi par son titulaire et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou par tout moyen assurant une traçabilité ou un horodatage.

Le délai d'intervention du titulaire pour vérifier l'état d'acompte mensuel et transmettre la proposition de paiement correspondante est fixé à l'acte d'engagement. Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé dans l'article 22 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu de faire figurer sur l'état d'acompte reçu la date de réception ou de remise de la demande de paiement par le titulaire du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure restée infructueuse, les prestations aux frais du titulaire défaillant.

10.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Le titulaire est dans l'obligation d'adresser ses factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : GIP Blanchisserie Inter-Hospitalière du Val d'Oise (GIP BIH 95)

SIRET : 13000505100011

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
 - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
 - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
 - 6° La date d'exécution des services ;
 - 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

Luc LECAE

Responsable administratif

GIP Blanchisserie Inter-Hospitalière du Val d'Oise

1 bis avenue du maréchal Juin

95500 Gonesse

Tél : 01 30 11 24 06 – Fax : 01 39 85 61 80

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG prestations intellectuelles, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 12. EXECUTION DES PRESTATIONS

Lieux d'exécution :

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur sa demande, le lieu d'exécution des prestations. L'acheteur peut en suivre sur place le déroulement. L'accès aux lieux d'exécution est réservé aux seuls représentants de l'acheteur.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par le marché, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site.

Arrêt de l'exécution des prestations :

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques réparties selon le découpage détaillé au CCTP. Cette faculté n'est offerte qu'à la personne publique.

ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE

Le marché ne prévoit pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

Le titulaire veille néanmoins à intégrer dans l'exécution du marché les objectifs de performance énergétique et environnementale définis dans le CCTP. Il s'engage notamment à proposer toute mesure permettant de réduire l'empreinte carbone du projet, à favoriser des choix techniques à faible consommation d'énergie, et à contribuer à la bonne application des principes de l'économie circulaire.

ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

15.1. Utilisation des résultats

Régime des résultats

Droits de l'acheteur :

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les résultats obtenus dans le cadre de la mission d'ATMO font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur. Le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales.

Toutefois une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 16. ADMISSION

Dans les 2 mois, l'acheteur procédera aux vérifications et notifiera sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Admission, ajournement, réfaction et rejet :

La mission du titulaire s'achève à la fin de la période de suivi de l'exploitation des bâtiments permettant le contrôle de la réalisation des objectifs attachés au marché. A défaut de suivi durant la période d'exploitation, la mission du titulaire s'achève à la fin de la période délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ou les désordres communiqués durant l'année de parfait achèvement ne sont pas tous levés à la fin de cette période. Dans ce cas, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve ou du dernier désordre. L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG/PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 17. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaire à compter de la date d'effet de la réception.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 18. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Le titulaire est tenu de respecter les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG prestations intellectuelles, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG prestations intellectuelles, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 19. RÉALISATION DES PRESTATIONS

19.1. Conditions de réalisation des prestations

Pour les prestations qui seraient soumises au Code de la propriété intellectuelle, l'acheteur bénéficie du transfert des droits de représentation et distribution.

19.2. Réunion de conduite du projet en phase étude et suivi de travaux

Le titulaire sera l'interlocuteur direct des intervenants de l'opération durant le déroulement des phases 4 et 5 de son marché. A ce titre, il aura à conduire différentes réunions de suivi du projet. Le titulaire proposera à la validation du maître d'ouvrage un calendrier de ces rendez-vous au démarrage :

- de la phase de conception
- de la phase de réalisation (le nombre de réunions de suivi ne pourra pas être inférieur à 1 par semaine durant cette phase)
- de la phase de suivi du parfait achèvement et de l'exploitation

Un compte rendu sera systématiquement dressé par le titulaire après chaque réunion. La diffusion aux intervenants concernés des comptes rendus des réunions de suivi de projet est à la charge du titulaire et devra être effectuée au plus tard 48 h après la tenue de la réunion.

L'interruption ou le changement de périodicité feront l'objet d'une proposition motivée au représentant du maître d'ouvrage qui devra donner son accord écrit.

19.3. Disponibilité vis-à-vis des autres prestataires intellectuels (contrôleur technique, OPC, coordonnateur santé-sécurité, coordonnateur Systèmes de Sécurité Incendie, bureaux d'études ICPE et techniques...).

Le titulaire est tenu d'assister à toute réunion pour laquelle il est convoqué par le maître d'ouvrage dans le cadre de la réalisation du projet.

Le titulaire est tenu d'assister à toute réunion pour laquelle il est convoqué par un intervenant de l'opération autre que le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le titulaire jugerait que sa présence ne se justifie pas, il aura à en rendre compte par écrit au maître d'ouvrage en explicitant les raisons qui le justifient.

19.4. Disponibilité vis-à-vis des organismes représentatifs ou de contrôle (Inspection du travail, etc...).

Le titulaire devra en tant que de besoin, se mettre à la disposition de ces organismes et répondre à leurs questions écrites et orales.

19.5. Vérification des prestations :

19.5.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat, le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

19.5.2. Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

ARTICLE 20. CLAUSES DIVERSES

20.1. Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables. La durée durant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la date de notification du marché.

20.2. Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendus définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG/PI. Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

20.3. Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG/PI sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG/PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 39) et les autres cas de résiliation (article 37) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

20.4. Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

20.5. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur, plateforme de dématérialisation de l'état : PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 15 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 15 jours après.

ARTICLE 21. RECEPTION DES RENDUS

21.1. Présentation des documents

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

21.2. Reproduction des documents

Les documents sont remis par le titulaire au maître d'ouvrage pour vérification et réception. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

| Éléments de la mission | Support informatique |
|------------------------|--|
| Toutes les phases | <ul style="list-style-type: none"> - une version éditable de tous les documents au format : <ul style="list-style-type: none"> • .doc ou .xls pour les documents textes ; • .jpg pour les documents photographiques ; • .dwg ou .dxf pour les documents graphiques ; - une version au format .pdf de tous les documents destinés à être communiqués aux entreprises candidates à l'exécution des marchés. |

21.3. Instruction des mémoires de réclamation

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est fixé à l'acte d'engagement à compter de la date de réception par le titulaire du mémoire de réclamation. Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé dans l'article 22 du présent CCAP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du titulaire défaillant.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 22. PENALITES ET PRIMES

22.1. Délais d'exécution des éléments de mission

22.1.1. Délais d'établissement des documents et de suivi de l'exécution du marché de rénovation de la blanchisserie (bâtiment et process)

Les délais d'établissement des différents documents ou rendus liés à l'exécution de la mission du titulaire sont imposés par la personne publique contractante à l'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP du marché.

Autres pénalités et réfections

- Sous-traitance non déclarée : le maître d'œuvre encourt une pénalité de 500 € par simple constatation du maître d'ouvrage de la présence d'une entreprise non déclarée sur le chantier ;
- Diffusion des comptes rendus : le titulaire doit assurer la diffusion des comptes rendus tant en phase d'étude qu'en phase d'exécution des travaux dans les 48h qui suivent la tenue de la réunion. Il encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard dans la diffusion des comptes rendus qui sont à sa charge ;
- Changement à l'initiative du titulaire d'une personne physique mentionnée à l'acte d'engagement, sauf accord du Maître d'ouvrage sur le changement, et sauf démission d'un salarié ou cas de force majeure dûment justifiés : 1 000 € HT ;
- Non-respect de l'obligation de secret professionnel définie au présent CCAP : pénalité de 2 000 € HT ;
- Absence aux réunions en phase étude et travaux : le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par absence ou retard supérieur à 30 minutes à une réunion où sa présence est requise, ou si le titulaire se fait représenter par une personne non habilitée ou dans l'incapacité à l'engager ;
- Réfections effectuées dans le cadre des décisions de réception avec réfaction à l'issue des vérifications effectuées sur les documents remis par le titulaire ;
- Réfections liées à l'exécution de prestations du marché que le maître d'ouvrage serait conduit, après mise en demeure non suivie d'effet, à réaliser ou faire réaliser aux frais du titulaire ;

- Réfections correspondant à des prestations prévues au marché et que le titulaire n'aurait pas effectuées, en application du principe de comptabilité publique de règlement selon service fait.

Pénalité journalière pour le retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1-3 du CCAG/PI, un forfait de 500€ sera appliqué par jour calendaire de retard dans le cas où le pourcentage d'un élément de mission indiqué dans le tableau serait inférieur à cette somme. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de dépassement de la durée globale d'exécution des travaux définie dans les marchés de travaux des entreprises, le titulaire pourra subir sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant de la mission à 1/500 ou 500€ par jour calendaire de retard dans le cas où le pourcentage d'un élément de mission indiqué dans le tableau serait inférieur à cette somme. Il est précisé que la durée effective d'exécution des travaux est calculée entre l'ordre de commencer les travaux et la proposition de réception du maître d'oeuvre conformément aux dispositions de l'article 41.2 du CCAG travaux.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 23. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 27 du CCAG prestations intellectuelles, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 24. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 36 du CCAG prestations intellectuelles, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38 du CCAG prestations intellectuelles, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG prestations intellectuelles, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37 du CCAG prestations intellectuelles.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40 du CCAG prestations intellectuelles.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 est fixé à 5,00%.

ARTICLE 25. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 43 du CCAG des marchés publics de Prestations Intellectuelles.

En cas de litige portant sur la passation du présent marché, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise (95) sera seul compétent à statuer sur les litiges relatifs l'exécution à l'accord-cadre, conformément à la législation en vigueur.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil BP 322
95027 Cergy-Pontoise Cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00 Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Prestations Intellectuelles.

